

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

Caroline Gondaud

chargée de mission au CAPS

septembre 2018 - avril 2019

EPISODE I : LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND

Le 19 juillet dernier, plusieurs journalistes de Politico Europe publiaient un article intitulé « Macron et Salvini s'affrontent sur l'avenir du continent »¹, en soulignant le fait que le président de la République et le ministre de l'Intérieur italien incarnaient certes deux conceptions diamétralement opposées de l'Europe, mais que tous les deux avaient au bout du compte une même ambition : redessiner les lignes de front du débat européen et faire des élections de l'année prochaine au Parlement européen un combat dont l'enjeu serait la survie de l'Union européenne sous sa forme actuelle.

Sur le positionnement et les enjeux, l'analyse est sans doute juste mais elle néglige le fait que, dans ce combat, il n'y a pas deux mais trois grands protagonistes à la manœuvre : Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, propose lui aussi un projet alternatif que l'on aurait tort d'assimiler à celui de Matteo Salvini. Osons appeler ce trio du titre français d'un célèbre western spaghetti italien et reprenons les différents termes de l'équation complexe qu'ils représentent pour les élections européennes.

Trois stratégies politiques de rassemblement qui dramatisent et polarisent les enjeux

L'objectif premier est évidemment de rassembler à l'échelle européenne. Pour le président de la République et ses équipes, il s'agit de reproduire la dynamique gagnante d'En Marche en 2017 et de la mettre au service d'un projet résolument pro-européen – celui du discours programmatique de la Sorbonne du 26 septembre 2017 – en fédérant des formations telles que Ciudadanos en Espagne. Salvini, qui s'est imposé récemment sur la scène européenne par son style brutal et ses déclarations tonitruantes, a proposé une « ligue des ligues » d'Europe réunissant tous les mouvements souverainistes défendant « leur peuple et leur frontière »². On a là aussi le recyclage d'un modèle interne de conquête du pouvoir ayant prouvé son efficacité. Orbán, lui, dans une de ces métamorphoses dont il a le secret, n'entend pas (à ce stade du moins) créer de nouveau mouvement européen mais transformer de l'intérieur le PPE, un PPE dont il ne serait plus, comme naguère, le mouton noir à exclure mais le rénovateur « inspiré » par l'héritage d'Helmut Kohl... Ici, il ne s'agit pas (ou plus) de dynamiter le projet européen mais de le faire muter dans le sens que l'on souhaite. Le discours prononcé par Viktor Orbán à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Helmut Kohl, le 16 juin dernier, discours qui est véritablement son « discours de la Sorbonne », est éclairant à cet égard :

« En ce qui concerne les élections au Parlement européen de 2019, il serait facile, par exemple, d'établir une nouvelle formation à partir de partis d'Europe centrale partageant les mêmes idées – ou, en fait, une formation anti-immigration paneuropéenne. Il ne fait aucun doute que nous aurions un grand succès aux élections européennes de 2019. Mais je propose que nous résistions à cette tentation et que nous nous en tenions aux idéaux d'Helmut Kohl et à la famille du parti. Au lieu de désertier, nous nous attèlerons à la tâche, plus difficile, de renouveler le Parti populaire européen et de l'aider à retrouver ses racines démocrates-

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

chrétiennes [...] Nous sommes sans aucun doute la CSU du Parti populaire européen, et donc la plateforme démocratique chrétienne de droite du Parti populaire européen.»

Si l'on fait abstraction du contenu des trois projets, on constate que les narratifs qui les accompagnent reposent tous sur une dramatisation forte (l'Europe est en danger, voire menacée de disparition) et une polarisation du débat (opposition entre « eux » qui sont les ennemis de l'Europe et le « nous » qui désigne les vrais défenseurs du projet européen). Tous les discours sur l'Europe du président de la République insistent sur les menaces, internes et externes, qui pèsent sur l'Europe, comme celui de la Sorbonne (26 septembre 2017) :

« La voici [l'Europe] plus fragile, exposée aux bourrasques de la mondialisation telle qu'elle va et même, ce qui est sans doute pire, à des idées qui se présentent comme des solutions préférables [...] : nationalisme, identitarisme, protectionnisme, souverainisme de repli [...] Je ne laisserai rien, rien à toutes celles et ceux qui promettent la haine, la division ou le repli national. Je ne leur laisserai rien. C'est à l'Europe de les faire, c'est à nous de les porter, aujourd'hui et maintenant.»

La vulnérabilité fondamentale de la construction européenne au regard de l'histoire longue du continent est même le leitmotiv de son discours sur l'Europe à Aix-la-Chapelle (10 mai 2018) :

« Ce rêve [européen] est aujourd'hui rongé par le doute. A nous de savoir si nous voulons le faire vivre ou le laisser mourir [...] Ne perdons jamais de vue que ce que nous vivons depuis 70 ans [...] est une forme d'anomalie de l'histoire. Ne perdons jamais de vue que l'Europe dont nous parlons est tout sauf une évidence. Elle est sans doute l'une des choses les plus fragiles.»

Le discours du 1^{er} juillet dernier, déjà cité, de Matteo Salvini obéit à la même rhétorique de l'urgence. Il insiste lui aussi sur le fait que l'Europe est en danger tout en stigmatisant l'immobilisme des gardiens du temple communautaire :

« On me dit qu'il est impossible de toucher à l'Union européenne parce qu'elle garantit la paix entre les peuples. Mais le fait est que le courage de la Ligue, qui se propagera à tous les autres pays européens, est le dernier

espoir de survie pour l'Europe. C'est seulement si nos idées arrivent dans toute l'Europe que celle-ci aura un espoir d'exister [...] Nous avons compris que, seuls, nous ne réussirions rien : pour vaincre, il fallait s'unir en Italie et en Europe. Pensez à des Ligues en Europe qui uniraient tous les mouvements libres et souverains qui veulent défendre le droit des gens, les entreprises, le bien-être de leurs enfants. »

Orbán se présente quant à lui comme le sauveur ou, si l'on veut, l'homme providentiel de l'Europe. On devine d'ailleurs qu'en donnant sa propre définition (opportuniste) de l'homme providentiel (« en politique, la providence consiste à être la bonne personne au bon endroit et au bon moment »), il pense autant à lui-même qu'à Helmut Kohl... Et il décrit le projet qu'il porte comme le seul à même de « régénérer » une Europe qui a perdu ses fondamentaux, tout en s'en prenant violemment à la Commission de Jean-Claude Juncker et à ses épigones :

« Aujourd'hui, l'ordre libéral s'effondre parce qu'il est devenu clair que ses idéaux ne sont pas fondés sur la vie, ni sur la réalité, ni sur l'histoire, mais sur des constructions artificielles qui ne peuvent tout simplement pas accueillir des concepts qu'ils considèrent comme des configurations irrationnelles, mais qui ont façonné et déterminé l'Europe et la vie des Européens depuis deux mille ans : des concepts tels que la foi, la nation, la communauté et la famille. [...] Nous croyons que le temps est venu d'une renaissance démocratique chrétienne, et non d'un front populaire anti-populiste. Contrairement à la politique libérale, la politique chrétienne est capable de protéger nos peuples, nos nations, nos familles, notre culture, enracinée dans le christianisme et l'égalité entre les hommes et les femmes : en d'autres termes, notre mode de vie européen. »

Ces analogies rhétoriques – qui ne sauraient, encore une fois, faire oublier les divergences radicales en termes de contenu programmatique – ont pour conséquence pratique de compliquer le choix des électeurs : il ne s'agit plus de choisir entre les pro-européens et les europhobes, mais de choisir un certain projet pour l'Europe.

Quelle est l'offre politique la plus en phase avec l'état des opinions publiques européennes ?

Le dernier eurobaromètre (mai 2018) sur l'état des opinions publiques européennes commandé par le Parlement européen un an avant les

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

élections fait apparaître un résultat ambivalent : si 60% des citoyens européens jugent positive l'appartenance de leur pays à l'UE, ils continuent de penser le plus souvent que l'Union va dans la mauvaise direction. En outre, une majorité d'Européens (56%) estime que des changements profonds sont nécessaires et que c'est ce que peuvent apporter les partis anti-systèmes, avec de nouvelles solutions à la clé. 50% d'Européens ne considèrent pas ces partis comme une menace pour la démocratie. Dans le même temps, 70% d'entre eux estiment qu'être « juste contre » n'améliorera rien. En d'autres termes, tout en étant séduits par les mouvements qui s'opposent aux partis traditionnels, les électeurs exigent d'eux un programme alternatif en bonne et due forme.

Par ailleurs, le sondage souligne que deux grandes questions préoccupent les Européens : la sécurité au sens large du terme (incluant la lutte contre le terrorisme, l'immigration, la protection des frontières) et la prospérité (et notamment le chômage des jeunes). Et ils sont une majorité à estimer que l'action de l'UE est insuffisante à cet égard et à souhaiter la voir intervenir davantage (77% pour la lutte anti-terroriste, 72% en matière d'immigration, 69% pour la protection des frontières). Ce qui impliquerait en première analyse (mais il faut sans doute faire la part des incohérences dans les réponses aux diverses questions) que les électeurs seront évidemment sensibles à un discours « fort » en matière d'immigration notamment, mais qu'ils ne favoriseront pas forcément les solutions de « renationalisation » des politiques européennes. Encore faut-il les convaincre qu'à l'inverse, un renforcement de la « puissance publique » européenne (autre nom de la souveraineté) se traduirait automatiquement par un renforcement de leur sécurité individuelle et collective. Ce sera sans doute l'un des grands enjeux des prochaines élections et le défi pour ceux qui ont l'ambition de porter un nouveau projet européen.

Dans cette équation complexe, le « Truand » semble mieux placé que la « Brute »... et surtout plus dangereux

S'il réussit son holdup idéologique sur le PPE – ce qui est loin d'être certain au vu des profondes divisions qui traversent le parti et qui ont été bien mises en lumière lors du vote déclenchant la procédure de l'article 7 à l'encontre de la Hongrie – Viktor Orbán disposera d'un atout de taille : la puissante machine du parti majoritaire au Parlement européen qui ne reconnaît que les groupes constitués³ et non pas les « coalitions » regroupées autour d'une plateforme commune.

Surtout, si le PPE sort renforcé des élections grâce à un positionnement droitier qui aura capté les voix potentielles des petits partis populistes, ce sera la ligne d'Orbán qui aura triomphé et ce sera son agenda qui s'imposera. Il en a tracé les grandes lignes dans son discours sur l'Europe du 16 juin dernier : l'affirmation d'un « bloc de souveraineté » irréductible à toute politique commune, qui inclut l'immigration et l'intégration, la famille et le mariage, la nation (on peut y ajouter la notion d'Etat de droit qui est selon Orbán instrumentalisée par la Commission et la CJUE⁴) ; la consécration d'un techno-populisme reléguant la Commission européenne à un rôle d'agence technique « neutre » ; l'appel à un réarmement spirituel de l'Europe fondé sur son héritage chrétien et la conviction que « l'islam ne fera jamais partie de l'identité des pays européens ». Le plus marquant dans ce discours n'est peut-être pas le credo identitaire et nationaliste déjà connu mais la théorie de l'efficacité qui le sous-tend. Ce que propose Orbán, c'est un modèle « qui marche » selon lui, qui a fait ses preuves au plan économique et qui se déclare de surcroît en total accord avec la vision allemande : « nous croyons au concept de M. Schäuble selon lequel des réformes structurelles majeures peuvent être menées dans le cadre de la discipline budgétaire. Nous savons que c'est possible parce que nous l'avons essayé et que nous avons réussi [...] Nous travaillons à ce que, d'ici 2030, la Hongrie devienne un contributeur net au budget de l'Union européenne ».

Il faut naturellement faire la part de l'opportunisme dans ce discours (fait dans les locaux de l'antenne hongroise de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest). On connaît par ailleurs la pratique retorse et transactionnelle que Viktor Orbán peut avoir de l'Europe, alternant les attaques contre « Bruxelles » qualifié de « nouveau Moscou » et les louvoiements tactiques au Conseil et au Parlement. L'Europe selon Orbán ne coïnciderait donc pas avec la fin de l'Europe mais avec la fin d'une certaine dynamique de la construction européenne et, peut-être, avec la généralisation d'une Europe que l'on pourrait qualifier de « kitsch », au sens que Milan Kundera donne à ce terme⁵, c'est-à-dire une Europe célébrant des valeurs qui ne correspondent pas ou plus à la réalité de son fonctionnement.

EPISODE II : LES TRIBULATIONS DE M. BANNON SUR LE VIEUX CONTINENT⁶

M. Bannon en Europe, ou un retour aux sources idéologiques

Il est intéressant de noter que le « bannonisme », assemblage complexe et hétéroclite de références parfois inconciliables, a des inspirations souvent européennes.

Steve Bannon se distingue dans la prééminence qu'il accorde à l'identité sur le droit, pourtant fondamental dans la culture politique américaine. S'il ne s'y réfère pas systématiquement, le « logos » bannoniste emprunte aux penseurs de la révolution conservatrice allemande – principalement Schmitt et Spengler, pour sa critique sous-jacente du positivisme juridique et du « relativisme des valeurs » – mais surtout à l'Irlando-britannique Edmund Burke et au royaliste français Charles Maurras, auxquels il s'identifie cette fois-ci explicitement⁷. Charles Maurras est l'un des penseurs les plus cités par Bannon, qui s'approprie à bon compte la distinction entre pays « réel » et « légal » pour se placer du côté de l'Amérique charnelle, contre un pays jugé abstrait. Steve Bannon prend également pour référent la philosophie d'Edmund Burke, qui estimait dans ses *Réflexions sur la révolution française* qu'une société fondée sur des principes métaphysiques « abstraits » comme les droits de l'Homme, la justice sociale ou l'égalité (et partant, le féminisme, l'environnementalisme, les droits des minorités ou le multiculturalisme) est vouée au délitement. Pour Bannon, à l'instar de Burke, la nation doit être animée, dans un souci d'efficacité et de rigueur, par un instinct conservateur et religieux. C'est cet idéal religieux qui aurait préservé les Etats-Unis des totalitarismes du XX^e siècle, alors que « le socialisme » préparait l'avènement, en Europe, des tyrannies fascistes et communistes. Si Bannon ne remet pas en question ni la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ni la liberté de religion garanties par la Constitution américaine – dont il recommande une lecture littérale, dite « originaliste » – il a pourtant affirmé à Rome que « le sécularisme a sapé la vitalité des idéaux de l'Ouest judéo-chrétien ». Lui-même catholique, Bannon, comme Maurras en son temps, critique le pape François, qu'il juge d'obédience « libérale jésuite » et « mondialiste pro-immigration », et ménage ses relations avec les ecclésiastiques les plus réactionnaires, à l'instar du cardinal américain Raymond Burke – auquel il a apporté, toujours à Rome, son concours à l'opposition à l'avortement et au mariage homosexuel.

Sur la question de l'immigration, Steve Bannon tient un discours globalement similaire à celui des partis d'extrême droite européens, et s'est même fendu en 2015 d'une référence à l'ouvrage très controversé de Jean Raspail, *Le Camp des Saints*⁸. Il croit incapables certains immigrants, en particulier issus du monde arabo-musulman, d'acculturation aux traditions américaines : « ce ne sont pas des démocrates jeffersoniens (...) ils n'ont pas la démocratie dans leur ADN lorsqu'ils viennent ici »⁹, déclarait-il sur *Breitbart News*, quitte à préférer aux musulmans les réfugiés chrétiens¹⁰. D'après la chercheuse Alexandra de Hoop Scheffer, c'est le programme du Front National de Marine Le Pen qui a inspiré à Steve Bannon ce chapitre¹¹.

Par ailleurs, sa détestation de l'élite américaine, qualifiée de « libérale, séculière, cosmopolite », entretient des liens avec les courants de pensée européens. Elle relève d'une vision inspirée des écrits de Christopher Lasch (*La culture du narcissisme*), sociologue américain traduit par Jean-Claude Michéa, lui-même auteur d'un livre à charge sur le libéralisme, abondamment cité par Alain de Benoist et toute la « nouvelle droite » contemporaine. Cette détestation de l'élite américaine porte aussi sur les références culturelles de cette dernière, élevée selon Andrew Breitbart (fondateur du site de *Breitbart News*) dans une tradition « marxiste culturelle » inspirée par l'Ecole de Francfort (Adorno, Horkheimer). Cette élite ourdirait un complot visant à subvertir la « culture occidentale » par le *political correctness*.

En matière de politique étrangère, la vision de Bannon repose sur une conception déterministe de l'histoire de l'Occident et des Etats-Unis, inspirée dans ses fondements par le métaphysicien et ésotériste français René Guénon – chef de fil d'un occulte courant de pensée « traditionaliste ». Guénon écrivait en 1924 qu'il fallait « restaurer en Occident une civilisation traditionnelle appropriée »¹², deux événements « modernistes » ayant contribué à son déclin : la destruction de l'ordre du Temple en 1312 et le traité de Westphalie en 1648. Bannon transpose cet anti-modernisme guénonien au contexte politique américain, à grand renfort d'expressions spengleriennes sur le déclin supposé de l'Occident¹³, ou de références ponctuelles à Julius Evola¹⁴, penseur traditionaliste lié au fascisme mussolinien. Guénon était aussi un fin connaisseur de la cosmogonie hindoue, qui divise le temps cyclique en quatre âges distincts, l'humanité étant parvenue au dernier et plus sombre d'entre eux, le « Kaliyuga ». C'est une croyance que l'on retrouve chez Bannon,

qui semble adhérer sincèrement à l'idée du caractère cyclique de l'histoire. Dépoussiérée en 1991 par la théorie générationnelle de William Strauss et Neil Howe dans *Millennials Rising: The Next Great Generation*, cette théorie propose une vision itérative de l'histoire des Etats-Unis. Celle-ci serait ainsi divisée en cycles d'environ 80 années, soit une vie d'homme. Ces cycles sont subdivisés en périodes de 20 ans correspondant à l'avènement, puis au déclin et à la crise d'un modèle socio-politique. Au terme de chaque cycle, un conflit majeur (guerre d'indépendance américaine en 1775, guerre de sécession en 1861, Seconde Guerre mondiale en 1941) ébranle ce modèle, qui effectue alors une révolution. Bannon croit en conséquence qu'un conflit imminent va opposer la civilisation judéo-chrétienne au monde islamique.

Bannon en Europe, raz-de-marée ou feu de paille ?

L'arrivée de Bannon sur la scène européenne a été diversement accueillie. Les observateurs outre-Atlantique n'y voient qu'une stratégie de reconquête après la disgrâce présidentielle. L'intermède européen serait l'expression de la volonté de Bannon de se reconstruire une légitimité politique auprès de Trump en faisant triompher ses idées dans l'espace public européen. Elle est suivie de près, avec une perplexité mêlée d'inquiétude par les analystes politiques européens.

De fait, depuis qu'il a été congédié par Donald Trump, Bannon a multiplié les apparitions sur le vieux continent. Il a poussé un cri de ralliement populiste en Italie (Liga), en Hongrie (Fidesz), en Grande-Bretagne (UKIP), en France (RN) et en Allemagne (AfD), y rencontrant dirigeants, chefs de partis ou militants nationalistes. Il ne cache pas son intention de coaliser ces partis d'extrême-droite populiste au sein d'un Mouvement (« *The Movement* »), sorte de club de réflexion populiste qu'il voudrait être un contrepoids à l'*Open Society* de Georges Soros¹⁵. Il participe d'une tentative d'institutionnalisation du nationalisme, dynamique à laquelle Marion Maréchal s'est associée en créant à Lyon un *Institut de sciences sociales, économiques et politiques*¹⁶. Si la fonction du *Mouvement* n'est pas encore définie, son ambition de court-terme semble fixée : profiter de la ferveur populiste pour rafler la majorité des sièges lors des prochaines élections au Parlement européen de mai 2019. Déjà, Matteo Salvini a annoncé qu'il rejoindrait le Mouvement et ce ralliement est important pour Bannon qui a déclaré par ailleurs que « l'Italie était le centre de l'univers politique »... Mais l'ancien conseiller de Donald Trump a symboliquement décidé d'installer son projet à Bruxelles, d'où il souhaiterait paralyser et déconstruire les mécanismes institutionnels de l'Union européenne, qu'il qualifiait déjà « d'ennemie » en 2014.

Dans la perspective des élections européennes, le succès du projet bannoniste reste néanmoins sujet à caution. Déjà la perplexité de certains leaders populistes relativise son ambition : « Bannon est Américain et n'a pas sa place dans un parti politique européen », a ainsi affirmé Jérôme Rivière (RN). Son intervention au congrès de Lille en mars 2018 a reçu un accueil mitigé, Marine Le Pen se gardant bien « d'en faire un allié »¹⁷. Les partis populistes nordiques (Danemark, Suède, Finlande) ont décliné son invitation, tandis que l'AfD allemande et le FPÖ autrichien sont divisés sur la question¹⁸.

Les raisons de ce scepticisme ambiant sont multiples. La réputation sulfureuse de Bannon ne correspond pas aux tentatives de normalisation auxquelles travaillent la plupart des partis d'extrême droite, à l'instar du Rassemblement national français. Les moyens financiers et organisationnels du *Mouvement* sont lacunaires, comme l'a laissé entendre Gerolf Annemans, du parti belge Vlaams Belang, qui l'a qualifié de « mal organisé » et de sous-financé – la comparaison avec l'*Open Society* de Georges Soros ne tenant absolument pas. Apprécié pour son expérience politique et l'efficacité de sa stratégie de communication, Bannon n'est ni pressenti ni sollicité pour diriger une vaste coalition d'extrême-droite en Europe. Mischaël Modrikamen, avocat belge et soutien de Bannon, a d'ailleurs admis que « le Mouvement ne sera pas lié au Parlement européen ».

Mais, au-delà du caractère opérationnel ou non du « Mouvement » dans la préparation des élections européennes, l'audience du bannonisme en Europe révèle peut-être, par-delà la fascination que le modèle trumpien de conquête du pouvoir peut susciter chez les partis d'extrême droite européens, et en raison même de ses références européennes, une certaine sédimentation de l'antilibéralisme politique et des néo-nationalismes européens pour lesquels certains penseurs européens longtemps frappés d'anathème, et singulièrement Maurras, redeviennent des figures de référence.

ÉPISODE III : LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE, L'EUROPE ET LE CENTRE

Le 20 mars dernier, l'Assemblée politique du Parti populaire européen (PPE) a « suspendu » le Fidesz, le parti de Viktor Orbán, pour une durée indéterminée. En refusant l'exclusion pure et simple et en se contentant d'une demi-mesure, le PPE a refusé de trancher en faveur de l'un ou l'autre terme de l'alternative suivante : rester au centre, c'est-à-dire dans la position « historique » des Démocrates chrétiens et prendre le risque de perdre des voix à droite ; ou bien, accepter – comme le suggère Orbán depuis des mois¹⁹ – de se déplacer vers la droite et prendre le risque de sortir de cette « centralité allemande », à la fois centre idéologique, qui est la position naturelle de la « gouvernance européenne », et centre géographique depuis le grand élargissement des années 2000, ayant consacré le centre de gravité germanique.

De fait, « le dossier Orbán » est problématique à plusieurs titres :

- il questionne le lien entre la démocratie et le libéralisme alors même que l'UE est bâtie sur l'union indissoluble entre les deux ;
- il introduit une confusion sur la notion de démocratie chrétienne, en faisant un amalgame entre un mode d'organisation et de gouvernance, des valeurs et une religion ;
- il remet en cause le postulat ou le consensus tacite selon lequel l'UE depuis l'origine « se gouverne au centre », « à l'allemande ». Depuis le grand élargissement des années 2000, cette centralité est d'ailleurs aussi bien politico-idéologique que géographique.

La notion de « démocratie illibérale »

Les théoriciens actuels du populisme ont tendance à traiter avec une certaine condescendance la notion de « démocratie illibérale » promue par Orbán. Ainsi Jan-Werner Müller, rejetant la pertinence conceptuelle de l'adjectif au plan de la théorie politique, préfère parler de « démocratie déficiente ». C'est méconnaître néanmoins un point élémentaire qui relève de l'histoire des institutions politiques²⁰ : toute démocratie n'est pas forcément libérale et, à l'inverse, un régime non démocratique peut être libéral. Comme l'a rappelé Fareed Zakaria dans son article matriciel de 1997²¹, dans l'Europe du XIX^e siècle, le libéralisme a précédé l'instauration du

suffrage universel et donc la démocratie. En fait, la démocratie et le libéralisme répondent à deux questions différentes. La démocratie répond à la question : qui gouverne ? (et si le peuple ne gouverne pas directement, il doit être en mesure de le faire indirectement par l'intermédiaire de représentants dans le cadre d'élections libres et justes). Le libéralisme répond quant à lui à la question des limites au pouvoir de celui qui gouverne. En ce sens, la démocratie dite « libérale » est une démocratie « constitutionnelle » (que la constitution soit écrite ou non) et l'adjectif « libéral » accolé au terme de « démocratie » renvoie à la protection des libertés individuelles. A l'inverse, dans les années 1970, les élections libres dans des pays sans tradition libérale n'ont pas débouché sur des régimes respectueux de l'Etat de droit et des libertés individuelles.

D'où la thèse (que l'on peut contester) de Zakaria : la voie de « l'autocratie libérale » est plus « efficace » que la voie de « la démocratie illibérale » pour atteindre ce qui constitue selon lui le meilleur régime possible, la démocratie libérale. N'oublions pas non plus le contexte dans lequel Zakaria a écrit son article : exaltation du libéralisme politique et économique après la chute du mur de Berlin, associée à la promotion du contrôle des politiques gouvernementales par des autorités judiciaires et des agences indépendantes au détriment du contrôle exercé par des majorités populaires. 2008 marque la fin du « consensus libéral » avec comme signe avant-coureur la première victoire du PIS en Pologne en 2005 et comme confirmation en 2010 l'élection d'Orbán en Hongrie. Il ne faut donc pas sous-estimer le débat autour de la notion de démocratie « illibérale » qui est loin d'être un « gadget » populiste mais bien un questionnement sur la nature de la démocratie européenne. Le débat gagne en confusion quand Orbán associe la démocratie « illibérale » à la démocratie « chrétienne ».

La « démocratie chrétienne »

La « démocratie chrétienne » selon Orbán repose sur trois piliers : des « valeurs chrétiennes », le refus du libéralisme, le rejet du multiculturalisme et de l'immigration. C'est la combinaison ingénieuse de trois sophismes qui, comme tout bon sophisme, tirent leur force de leur part de vérité : le postulat d'une proximité idéologique et programmatique entre les partis populistes, ou du moins la propre mouvance national-populiste du Fidesz, et la démocratie chrétienne, devenue après la seconde guerre mondiale l'un des courants politiques majeurs de l'Europe occidentale²² ; l'hostilité des chrétiens au libéralisme individualiste ; et le postulat selon

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

lequel le combat contre l'islamisation de l'Europe est et doit être mené par les chrétiens.

Quelques mises au point s'imposent à cet égard :

- la référence au peuple est certes une constante de la démocratie chrétienne²³, qui récuse aussi bien le libéralisme individualiste que le collectivisme communiste, mais la démocratie chrétienne, à la différence du populisme, conçoit une démocratie « populaire » fondée sur des corps intermédiaires, à caractère décentralisé (ici populaire s'oppose à individualiste). La démocratie chrétienne ne conteste donc pas la démocratie représentative et surtout, elle éprouve la plus grande méfiance envers toute forme de nationalisme. Ainsi, Luigi Sturzo, le fondateur du parti populaire italien en 1919, rejette-t-il le caractère absolu donné à la nation par les régimes totalitaires. L'État doit selon lui reposer sur la règle du droit et des contre-pouvoirs efficaces ;

- le Parti populaire européen (PPE) revendique explicitement ces valeurs chrétiennes, mais l'influence du christianisme sur le projet européen, indéniable, porte moins sur des « valeurs » chrétiennes en tant que telles que sur un mode de gouvernance, une organisation et une vision. On connaît la contribution notoire de la démocratie chrétienne à la construction européenne dans les années 1950 (même si les démocrates-chrétiens n'ont pas le monopole à cet égard : Jean Monnet ne relevait de cette famille politique). Ainsi l'idée communautaire est propre à la démocratie chrétienne. La construction d'une communauté était pour la démocratie chrétienne le moyen dont disposaient les nations d'Europe occidentale pour survivre en tant que nations en s'unissant sans perdre leur identité. Le concept de communauté s'opposait à la notion de « concert européen » de Metternich et du Congrès de Vienne qui n'avaient pas pu empêcher la montée des nationalismes et la guerre. Autre principe majeur de la doctrine sociale de l'Eglise et élément clé du projet démocratique chrétien, la subsidiarité, qui est devenue aussi une règle de fonctionnement dans une Europe à vocation fédérale. On a pu en mesurer l'importance dans le traité de Maastricht en 1992 (son application effective est un autre sujet), mais le principe de subsidiarité était déjà présent implicitement dans le traité CECA de 1951 et conçu comme un moyen de s'opposer à un pouvoir centralisateur. La démocratie chrétienne a fourni à la construction européenne une boîte à outils conceptuelle déconnectée du religieux stricto sensu et donc facilement endossable par les laïcs socio-démocrates ;

- mais on peut dire que l'héritage chrétien a subi une sécularisation en trompe l'oeil : le grand récit européen est devenu en *lui-même* une théologie avec ses grands prêtres, ses hérétiques et ses excommunications. Le projet européen tel qu'il est conçu dans les années 1950 atteint, par sa volonté de transcender le tragique de l'histoire, le domaine de la mission, d'où l'idée de « foi européenne » mise en avant par certains démocrates chrétiens. Cette dimension religieuse de la *doxa* européenne est bien analysée par Luuk Van Middelaar dans son dernier essai²⁴.

L'évolution du parti populaire européen

L'évolution du PPE est intéressante à cet égard. Le PPE, au moment de sa fondation²⁵, se réclame explicitement de la démocratie chrétienne (le « Programme politique » adopté lors du premier congrès du PPE en 1978 déclarait : « nous fondons notre politique sur une image de l'homme qui s'inspire des valeurs chrétiennes fondamentales ») et fait totalement sien le credo fédéraliste d'une Union « sans cesse plus étroite ». Mais le début des années 1990 marque un tournant pragmatique vers une politique d'ouverture (voir notamment l'adhésion du Parti populaire espagnol et de *Forza Italia*). Le PPE abandonne alors son identité démocrate-chrétienne pour endosser le costume d'une fédération européenne de partis de centre droit. Ce tournant idéologique se fait au nom du pragmatisme : pour gagner en influence au Parlement et concurrencer les socialistes européens, le PPE devait dépasser les horizons historiques de la démocratie chrétienne. L'accroissement des pouvoirs du Parlement, mais aussi les perspectives de financement des fédérations de partis à l'échelle de l'UE contenues dans le traité de Nice ont accéléré le mouvement. La CDU-CSU a travaillé à cette évolution et de fait, l'élargissement du PPE s'est réalisé dans une situation de domination des conservateurs allemands alors que l'autre grand parti du PPE, la démocratie chrétienne italienne était en crise puis implosait.

Cette évolution n'a ensuite jamais été remise en cause. La question de l'attitude à tenir envers l'ÖVP ayant fait alliance avec l'extrême droite autrichienne en 2000 est instructive à cet égard. Si certains dirigeants démocrates-chrétiens avaient alors fait état publiquement de leur trouble, le parti populaire autrichien n'a pas subi de sanction et est resté membre à part entière du PPE. L'élargissement du PPE a évidemment eu pour effet de dissoudre son identité politique qui était fondée sur les acquis doctrinaux de la démocratie chrétienne - même si les statuts

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

du parti continuant à y faire référence. Or, l'attachement aux acquis de la démocratie chrétienne va de pair depuis la création du PPE avec le soutien à une Europe d'essence fédérale – projet qui est, comme on sait, loin de faire l'unanimité parmi les partis membres du PPE.

Quel « centre » pour l'UE ?

Dans ce contexte, le véritable enjeu des prochaines élections européennes est moins le score des populistes que « la bataille du centre » et surtout la détermination de ce qu'est « le centre » aujourd'hui dans l'UE. La centralité de la démocratie chrétienne intimement liée au projet fédéraliste et à la méthode communautaire a vécu : elle ne correspond plus à la réalité du centre de gravité idéologique de l'UE. Dans le cas du PPE, c'est une rhétorique qui tourne à vide (et Orbán a beau jeu d'appeler à une nécessaire rénovation idéologique du grand parti européen). Selon les dernières projections (du 18 avril), les élus du PPE et ceux du S&D (sociaux-démocrates) n'atteindront pas à eux seuls la majorité comme dans la précédente législature. Combinée à l'évolution droitière du PPE et aux dynamiques politiques actuelles, qui tendent à la polarisation, cette absence de majorité au centre de l'échiquier politique européen risque de faire voler en éclats le statu quo qui prévalait jusqu'à présent.

La question de la centralité de la gouvernance européenne – et le portage politique de cette centralité – va donc se poser avec une particulière acuité en 2019.

NOTES :

1 : <https://www.politico.eu/article/emmanuel-macron-matteo-salvini-showdown-over-europe-future/>

2 : Discours de Matteo Salvini à l'occasion de la réunion annuelle de la Lega à Pontida, le 1er juillet dernier.

3 : Rappelons que pour former un groupe au Parlement européen, il faut disposer de 25 députés représentant au moins 7 Etats membres. De l'existence du groupe dépendent les financements, les présidences de commission, les temps de parole, etc.

4 : Cette vision va sans doute être exacerbée par l'arrêt tout récent de la CJUE saisie par la Haute Cour irlandaise sur une demande

d'extradition émanant de la Pologne et concluant qu'« une autorité judiciaire appelée à exécuter un mandat d'arrêt européen doit s'abstenir d'y donner suite si elle estime que la personne concernée risquerait de subir une violation de son droit fondamental à un tribunal indépendant et, partant, du contenu essentiel de son droit fondamental à un procès équitable, en raison de défaillances susceptibles d'affecter l'indépendance du pouvoir judiciaire dans l'État membre d'émission ».

5 : Voir *L'Insoutenable Légèreté de l'être*, Paris, Gallimard, 1984. « Ce qui lui répugnait c'était moins la laideur du monde communiste que le masque de beauté dont il se couvrait, autrement, le kitsch communiste. »

6 : L'épisode 2 a été réalisé en collaboration avec Maya Kandel (chargée de mission au CAPS) et Théo Le Floch (stagiaire au CAPS).

7 : <https://www.politico.eu/article/steve-bannons-french-marine-le-pen-front-national-donald-trump-far-right-populism-inspiration/>

8 : https://www.huffingtonpost.com/entry/steve-bannon-camp-of-the-saints-immigration_us_58b75206e4b0284854b3dc03?guccounter=1

9 : <https://soundcloud.com/breitbart/breitbart-news-daily-dr-thomas-d-williams-april-7-2016>

10 : <https://edition.cnn.com/2017/01/27/politics/trump-plans-to-sign-executive-action-on-refugees-extreme-vetting/>

11 : <https://www.politico.eu/article/steve-bannons-french-marine-le-pen-front-national-donald-trump-far-right-populism-inspiration/>

12 : René Guédon, *Orient et Occident*, 1924.

13 : <http://www.publicseminar.org/2017/09/breitbart-bannon-trump-and-the-frankfurt-school/>

14 : <https://www.nytimes.com/2017/02/10/world/europe/bannon-vatican-julius-evola-fascism.html>

Les grandes manoeuvres européennes (en 3 épisodes)

15 : <https://www.thedailybeast.com/inside-bannons-plan-to-hijack-europe-for-the-far-right>

16 : <http://www.europe1.fr/politique/avec-louverture-de-son-ecole-politique-quel-est-le-plan-de-marion-marechal-le-pen-3660185>

17 : http://www.lepoint.fr/politique/congres-fn-de-lille-le-frisson-steve-bannon-10-03-2018-2201378_20.php

18 : https://abonnes.lemonde.fr/international/article/2018/08/20/l-arrivee-de-steve-bannon-en-europe-suscite-le-scepticisme-chez-les-populistes_5344091_3210.html?

19 : Le fait qu'il quitte ou non le PPE à l'issue des élections pour fonder le grand parti populiste, dont rêve Steve Bannon relèvera d'un choix opportuniste et cela ne change rien au malaise existentiel qu'il aura contribué à révéler, plus qu'à créer, au sein de la démocratie européenne.

20 : Rappelé avec une particulière acuité par Mark F. Plattner dans son article : <https://www.journalofdemocracy.org/articles/illiberal-democracy-and-the-struggle-on-the-right/>

21 : « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, November/December 1997

22 : Notons au passage que, comme le rappelle Jean-Dominique Durant (cf. note ci-dessous), l'Europe centrale et orientale n'a jamais été une terre démocrate-chrétienne. L'héritage du christianisme social a été repris par des formations peu attachées à la démocratie parlementaire.

23 : Les éléments sur la démocratie chrétienne sont très largement empruntés ici à l'ouvrage de Jean-Dominique Durant, *L'Europe de la Démocratie Chrétienne*, Paris, Editions Complexes, 1995.

24 : *Quand l'Europe improvise. Dix ans de crises politiques*, par Luuk Van Middelaar, Paris, Gallimard, 2018.

25 : Pour mémoire : le PPE a été fondé à Bruxelles en 1976, à l'approche de la première élection du Parlement européen au suffrage universel prévue pour 1979.

